



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Février 2003

Volume 2, Numéro 2

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations Agricoles : Les Membres De L'OMC Rejetent Le Projet De Texte Du Président Sur Les " Modalités " Mais Réaffirment Leur Engagement A Respecter L'Echéance Du 31 Mars _____ 1

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : L'Echec Du Conseil Général A Adopter Un Rapport Jette Une Ombre Sur L'Avenir Des Pourparlers Sur Le TSD Et Met A Nu Les Divergences Dans La Perception Du Mandat De Doha _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 6

Services : L'Union Européenne Présente Ses Offres De Libéralisation Et Exclut Les Services Publics _____ 6

ADPIC : Le Dossier De L'Accès Aux Médicaments Essentiels Toujours Dans L'Impasse _____ 7

SUR LE FIL _____ 9

Conférence Des Chefs D'État Et De Gouvernement De (l'UEMOA) : L'Union Sous-régionale Entre Renforcement Du Commerce Intra-communautaire Et Intégration Plus Poussée Au Marché Mondial. _____ 9

Règlement Des Différends : Les Propositions Du Groupe Africain Se Précisent Sur Certains Points _____ 11

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

LIGNE DE FOND

Négociations Agricoles : Les Membres De L'OMC Rejetent Le Projet De Texte Du Président Sur Les " Modalités " Mais Réaffirment Leur Engagement A Respecter L'Echéance Du 31 Mars

Le président du Comité de l'agriculture, Stuart Harbinson, a présenté le 12 février dernier, sa première proposition pour l'établissement de modalités dans les négociations sur l'agriculture en cours. Le texte rédigé par le Président, sous sa propre responsabilité, a été débattu lors de la Mini-ministérielle qui s'est tenue à Tokyo du 14 au 16 février.

Selon le programme de travail convenu à Doha, les Membres doivent finaliser les modalités de négociation - énonçant la portée des négociations, la méthodologie à suivre durant le processus effectif, et les résultats définitifs attendus - d'ici fin mars de cette 2003.

Contenu

Dans son introduction, le président Harbinson a noté que ce texte préliminaire devait être perçu dans le contexte de " la difficulté que les participants ont eue jusqu'ici à jeter des passerelles entre les positions largement divergentes et l'absence d'orientation qui en découle sur les approches des solutions ". Harbinson faisait les mêmes références dans son document d'ensemble sur l'agriculture du 18 décembre. En conséquence, le nouveau document " ne représente qu'une première tentative visant à identifier des voies possibles vers des solutions ". Il ne " prétend pas être accepté dans sa totalité ou dans une partie

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

quelconque, et est sans préjudice des positions des participants " a ajouté Harbinson.

Approche d'Harbinson

En dépit des nombreuses questions non résolues concernant la manière de prendre en compte la réduction supplémentaire des droits de douane des Membres, de leurs subventions aux exportations et de leur soutien interne, Harbinson adopte dans son document une approche assez proactive en proposant des options de modalités même dans les domaines les plus litigieux - tels que la formule des réductions tarifaires et le traitement du soutien de la Catégorie verte - Green Box - (essentiellement le soutien découplé et ayant tout au plus des effets de distorsion minimale sur les échanges). Il a toutefois largement recours à de grands crochets, dans son texte préliminaire de 34 pages, pour proposer des chiffres à titre indicatif, suggérer des alternatives, ou des formulations possibles. En substance, le document prend pleinement en compte de manière approfondie le traitement spécial et différencié dans la plupart des éléments des modalités - comme exigé par de nombreux pays en développement - alors qu'aucun rôle particulier n'a été assigné aux préoccupations agricoles autres que d'ordre commercial de manière générale, comme exigé, par exemple, par les Membres européens, le Japon, la Corée et Maurice.

Accès aux marchés

Concernant l'accès aux marchés, Harbinson propose une approche sur trois axes : pour les pays développés, les droits de douane supérieurs à 90% devraient être réduits de 60% en moyenne, avec une réduction minimale de 45%, alors que ceux entre 90 et 15% devraient être réduits de 50% en moyenne, mais au moins de 35% par ligne tarifaire. Pour les droits de douane à partir de 15% et en-dessous, les chiffres respectifs seraient de 40 et 25%. Tous les droits de douane seraient réduits par tranches égales dans une période de cinq ans. Toutefois, les pays en développement bénéficieraient d'une période de mise en œuvre de dix ans, au cours de laquelle ils seraient tenus d'abaisser leurs droits supérieurs à 120% de 40% et

de 30% en moyenne. Pour les droits entre 120 et 20%, ainsi que pour les droits de 20% et en-dessous, Harbinson propose des réductions de 33 et 23% et de 27 et 17% respectivement.

En outre les pays en développement seraient autorisés à désigner un certain nombre de " produits stratégiques eu égard aux préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et/ou de sécurité des modes d'existence ", dont les droits de douane ne devraient être réduits que de 10% en moyenne, mais au moins de 5% par ligne tarifaire. Les pays en développement pourraient en outre recourir au mécanisme de sauvegarde spéciale existant (article 5 de l'Accord sur l'agriculture) pour ces produits stratégiques. Le mécanisme de sauvegarde serait supprimé pour les pays développés.

Soutien interne

Selon le texte préliminaire, la Catégorie verte serait maintenue dans sa forme actuelle, mais sa discipline serait renforcée, comme ceci a été exigé à maintes reprises par des Membres tel que le Groupe de Cairns, exportateur de produits agricoles. Toutefois, pour les pays en développement, des flexibilités supplémentaires seraient prévues pour la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de développement rural. Les pays développés pourraient également recourir à une Catégorie élargie découlant de l'article 6.2 de l'Accord sur l'agriculture (Catégorie du traitement spécial et différencié), qui leur permette de fournir des subventions illimitées ayant des effets de distorsion sur les échanges pour promouvoir le développement rural.

La Catégorie dite bleue - Blue Box - (des subventions qui ne sont que partiellement découplées au titre des programmes de limitation de la production) serait maintenue, mais les dépenses dans cette catégorie seraient plafonnées/consolidées et réduites de 50% au cours d'une période de 5 ans. Les pays en développement bénéficieraient d'un traitement spécial et différencié.

Concernant la Catégorie ambre - Amber Box - (soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges), la mesure globale du soutien diminuerait de 60% au cours d'une période de cinq ans pour les pays développés, et de 40% au cours d'une période de 10 ans pour les pays en développement Membres.

Concurrence à l'exportation

Harbinson propose également, dans son projet de texte, l'élimination progressive d'au moins 50% des subventions à l'exportation dans une période de 5 ans, alors que le reste des subventions serait réduit à 0 dans une période de 9 ans. Les pays en développement auraient 10 ans et 12 ans respectivement pour ce faire. En ce qui concerne le traitement des crédits à l'exportation, Harbinson établit une différence entre le soutien au financement conforme à un ensemble de conditions détaillées et le soutien au financement non conforme qui ferait " l'objet d'engagements de réduction spécifiques en matière de financement ".

Autres questions

Concernant les pays les moins avancés (PMA), le projet de texte spécifie que ces pays ne seraient pas tenus de souscrire à des engagements de réduction, mais qu'ils pourraient être " encouragés à envisager de souscrire à des engagements correspondant à leurs besoins de développement sur une base volontaire. " En outre, le projet de texte indique qu'à terme, un traitement spécial pourrait être prévu pour de nouveaux Membres, tels que la Chine, ainsi que pour " certains autres groupements " tels que les petits pays en développement insulaires, les pays en développement vulnérables et les économies en transition.

Position de la Mini-ministérielle de Tokyo

La mini conférence ministérielle de l'OMC qui s'est ouverte à Tokyo le 14 février s'est penchée, dans la journée du 15, sur l'épineuse question des négociations agricoles, notamment sur le projet de rapport proposé par le Président du Comité de l'agriculture Stuart Harbinson. Après plusieurs heures de discussions animées autour du texte, les Membres ont, selon une source, " démolis " le

projet du président et ont demandé de préparer pour le début du mois de mars une nouvelle mouture du document sur les modalités des négociations agricoles. Tous les pays présents ont exprimé de " sérieuses préoccupations par rapport au texte de Harbinson, même si certains ont été plus virulents que d'autres. D'après un responsable de l'OMC, le président s'est fait " massacré " car il y a avait beaucoup de mécontent dans la salle.

L'une des critiques les plus acerbes viennent toutefois de l'UE. Dès qu'elle en a pris connaissance, le 12 février, l'Union européenne a jugé que le texte ne " reflète pas l'équilibre des positions mises en avant par les Membres de l'OMC " pour une plus grande libéralisation des échanges agricoles, et plusieurs des " objectifs clés contenus dans la Déclaration sont absents de la proposition. " En particulier, le texte ne " prend pas en compte les engagements pris à Doha pour l'inclusion dans les négociations des " considérations non commerciales ". Pour l'UE, l'OMC doit tenir compte des aides aux agriculteurs liées à la sécurité alimentaire, à la protection des animaux ou à la défense de l'environnement. Par ailleurs, le texte ne tient pas compte des " énormes distorsions de concurrence créées par des formes de subventions pratiquées dans certains grands pays développés " allusion faite aux Etats-Unis. Les " différentes formes de subventions à l'exportation " ne sont pas logées à la même enseigne et en particuliers les crédits à l'exportation accordés par les Américains échappent à la sévérité.

Mais en dépit de ces positions, l'UE s'est cependant engagée à parvenir à un accord sur les modalités d'ici le 31 mars, conformément au calendrier prévu. Cet engagement est aussi celui des 22 pays et région représentés à la Mini-ministérielle informelle de Tokyo, pour qui les désaccords sur le contenu du texte de Harbinson ne conduisent pas à une remise en cause du processus de négociations.

Satisfaction des pays en développement majeurs, Protestation des ONG

Les pays en développement tels que l'Inde, le Kenya et Nigéria se sont montrés satisfaits du texte de Harbinson qu'ils considèrent comme une petite victoire pour la coalition de pays en développement qui se sont battus ces trois dernières années pour que l'ouverture de leurs marchés soit conditionnée à leur développement et à la protection de leur sécurité alimentaire.

Les sources ont indiqué que l'Inde a bien accueilli l'approche dite de la " liste négative " qui permet aux pays en développement d'exempter leurs produits stratégiques des engagements de réductions générales. Cependant, l'Inde a rejeté la période la proposition de réduction des tarifs étalée sur dix année accordées aux pays en développement qu'elle considère comme trop courte.

Cependant, plusieurs ONG -tels que le " Focus on the Glocal South " basé à Bangkok " et " Institute for Agriculture Trade Policy " (IATP) - ont critiqué le texte de Harbinson pour avoir négligé les propositions faites par les pays en développant de lier l'accès à leurs marchés au niveau des subventions aux fermiers des pays du nord. " En négligeant les questions de développement, ce plan incite les pays en développement à arrêter les négociations dans des domaines d'intérêt principal pour les pays développés tels que le commerce des services " a affirmé le directeur de l'Information sur le Commerce de l'IATP, Shafali Sharma. Elle ajoute que le plan ne donne pas de raison, pour la majorité de développement de pays, de faire des concessions dans les autres domaines des négociations, sans parler d'élargir l'ordre du jour dans les nouveaux domaines tel que l'investissement. Les Membres de l'OMC discuteront formellement le plan de Harbinson dans la prochaine séance du Comité sur l'Agriculture des 24-28 février. Les membres ont planifiés la fin des négociations sur les modalités pour le 31 mars de cette année.

Sur L'Avenir Des Pourparlers Sur Le TSD Et Met A Nu Les Divergences Dans La Perception Du Mandat De Doha

Le 10 février dernier, le Conseil général a encore raté l'occasion d'adopter un rapport sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, dépassant ainsi une troisième date limite pour le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié. Cette réunion du Conseil général fait suite à une série de consultations menées entre janvier et février, dans l'espoir de parvenir à un rapport avec des " recommandations claires en vue d'une décision ", devant être soumis au Conseil général lors de sa séance du 10-11 février.

La session spéciale du Comité du Commerce et du Développement s'est réunie les 17, 24 et 29 janvier, puis les 3 et 7 février. Au cours de la séance du 7 février, les discussions ont porté sur un nouveau projet de rapport du président Ransford Smith (Jamaïque), sur lequel les Membres espéraient s'appuyer pour convenir d'un rapport définitif à soumettre au Conseil général. En dépit de certaines divergences, les membres semblaient plutôt disposés à aller de l'avant sur une proposition des pays en développement visant à demander au Conseil général d'apporter des " clarifications " au mandat relatif au traitement spécial et différencié donné par les ministres lors de la Quatrième Conférence ministérielle de Doha. Dans le même sillage, les Membres ont adopté le 10 février, juste avant la réunion du Conseil général, un rapport (classé sous la côte TN/CTD/7, disponible à <http://docsonline.wto.org>), dans lequel ils recommandent au Conseil général de fournir " des clarifications comme il le juge approprié " sur le mandat du traitement spécial et différencié. Le Conseil général n'a cependant ni adopté le rapport ni accédé à la demande de " clarification " du fait de l'opposition d'un certain nombre de pays.

Quel avenir pour les négociations sur le traitement spécial et différencié ?

Aussi bien les Membres de l'OMC que les observateurs dans les milieux du commerce

Réexamen Du Traitement Spécial Et Différencié : L'Echec Du Conseil Général A Adopter Un Rapport Jette Une Ombre

reconnaissent que, du fait de la complexité de la question du traitement spécial et différencié, son réexamen, conformément au mandat de Doha, ne serait pas chose aisée. Mais si ce troisième échec semble confirmer ces allégations, il jette aussi une ombre sur l'avenir des pourparlers sur cette question, les membres n'étant pas parvenus, après la réunion du Conseil général du 10-11 février, à dégager une ligne claire pour le futur. Des sources ont indiqué que lorsqu'il a définitivement constaté l'absence d'un consensus, le président du Conseil général, Sergio Marchi (Canada) a tenté de "prendre note" du rapport plutôt que de l'adopter, mais que ceci a suscité l'opposition de certains Membres. Cette tentative arbitraire de "prendre note" du rapport, au lieu de "l'adopter" aurait été source de préoccupations, de même que les implications à plus long terme de la non-adoption par le Conseil général de quelque chose déjà convenu par consensus dans un organe subsidiaire. Ayant constaté l'échec à trouver un consensus, l'ambassadeur Marchi aurait proposé de renvoyer la question à la prochaine réunion du Conseil général (ceci ayant également suscité des oppositions) -sous l'autorité du nouveau président Carlos Pérez Del Castillo (Uruguay). Un responsable du commerce a indiqué que l'ambassadeur Marchi avait décidé de "prendre note du débat", toutefois, ni les Membres ni les responsables du Secrétariat n'ont pu confirmer exactement où en était cette question. Nombre de personnes attendent maintenant le procès-verbal de la réunion, pour voir exactement quel langage a été enregistré pour les travaux. Ce procès-verbal, a laissé entendre une source des milieux du commerce, de même que les discussions avec l'ambassadeur Marchi, constituaient la base à partir de laquelle le nouveau président du Conseil général Carlos Pérez Del Castillo travaillera avec le président e de session spéciale du Comité du commerce et du développement, Ransford Smith (Jamaïque) pour avancer sur cette question. Avec les échecs répétés au niveau du Comité du commerce et du développement, le traitement spécial et différencié est désormais porté au niveau le plus élevé de la structure de prise de décision de l'OMC.

Une interprétation divergente du mandat conféré comme une des sources de blocage

Certains pays Membres (Union Européenne, Etats-Unis, Australie...) qui se sont opposés à l'adoption du rapport se sont fondés sur, entre autres arguments, celui selon lequel une demande de "clarification" du mandat du traitement spécial et différencié faite par le Comité du commerce et du développement créerait un précédent fâcheux pour l'avenir. D'autres Membres, notamment les pays en développement, insistent pourtant sur le fait qu'une "clarification" est nécessaire dans la mesure où ces divergences, notées depuis la première séance de négociation, sont en partie dues à l'absence de perception commune du mandat conféré.

Un délégué d'un pays en développement a mis l'accent sur la nécessité de savoir comment les Membres pouvaient "renforcer" les dispositions relatives au traitement spécial et différencié (comme demandé par la Déclaration ministérielle de Doha) sans remanier le langage des accords - ce que les pays développés Membres ont refusé d'envisager, en soutenant que ceci modifierait "l'équilibre des droits et des obligations". C'est précisément pour cette raison, a poursuivi le délégué, que les 12 propositions déjà sur la table pour des résultats rapides étaient perçues comme totalement inadéquates - à son avis, elles se contentaient de réaffirmer les obligations déjà présentes dans les accords. Le délégué s'est dit convaincu que la réticence des pays développés à adopter le rapport était une preuve de l'absence de volonté politique à tenir une des promesses faites à Doha. Il a conclu en mettant en garde contre le fait que le traitement spécial et différencié pouvait être utilisé à Cancun comme moyen d'arriver à des compromis pour des engagements dans des domaines litigieux tels que l'investissement, la concurrence, l'environnement et/ou les droits de douane.

La conférence ministérielle de Doha avait donné instruction aux membres de l'OMC, à travers le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et le paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, de procéder au réexamen des dispositions

relatives au traitement spécial et différencié de manière à les renforcer et à les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

Dans le paragraphe 12.1(i) de la décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, des instructions sont données au comité du commerce et du développement " d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non contraignant, d'examiner les conséquences juridiques et pratiques, pour les Membres développés et en développement, de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions impératives, d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002 " Pour l'heure, le CCD n'a prévu aucune autre session spéciale, même si des réunions informelles sur le traitement spécial et différencié auront certainement lieu.

NOUVELLES DE L'OMC

Services : L'Union Européenne Présente Ses Offres De Libéralisation Et Exclut Les Services Publics

Le 5 février dernier, le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a exposé l'offre initiale faite par l'UE aux partenaires commerciaux concernant des engagements de libéralisation supplémentaire des services. Lamy a spécifié que l'UE était disposé à ouvrir davantage les marchés dans des domaines tels que la banque et les télécommunications, mais qu'elle ne prendrait aucun nouvel engagement dans des services publics tels que la santé et l'éducation et dans les services audiovisuels. Lamy a en outre indiqué qu'une ouverture supplémentaire des marchés était négociable dans des domaines tels que les services informatiques, les services postaux, la distribution,

les services environnementaux, le tourisme et le transport.

Répondant aux demandes faites par des pays en développement partenaires commerciaux, notamment l'Inde, en vue de l'ouverture du marché de l'UE dans le mode quatre (mouvement des personnes physiques), Lamy a déclaré que l'UE permettrait aux professionnels basés à l'étranger travaillant, par exemple, dans les services informatiques et d'ingénierie, d'entrer sur le marché européen pour une période allant jusqu'à 6 mois. " Cette proposition mûrement réfléchie renforcera la position de l'UE dans les négociations de Doha parce qu'elle prend en compte les intérêts des autres, particulièrement des pays en développement, " a déclaré Lamy. "Elle garantit dans le même temps que les services présentant un intérêt collectif dans l'UE tels que l'éducation et la santé sont préservés " a-t-il ajouté. Concernant l'audiovisuel - un secteur que la France spécialement veut continuer à protéger - le Commissaire a exclu tout engagement en dépit de l'insistance américaine pour une ouverture de ce secteur.

La proposition du Commissaire sera maintenant transmise au Conseil et au Parlement européens pour examen avant de pouvoir être officiellement soumise aux partenaires commerciaux à l'OMC avant la date limite convenue du 31 mars. Au cours de la phase actuelle de présentation de demandes et d'offres dans les négociations sur les services, les Membres de l'OMC doivent répondre aux demandes d'engagements additionnels reçues par les partenaires commerciaux, d'ici fin mars. Dans la préparation du projet d'offre, la Commission mène des consultations publiques au cours desquelles un large groupe d'associations européennes de la société civile ont fait part de leurs préoccupations concernant le fait que la déréglementation et la privatisation des services publics pourraient avoir des effets négatifs sur l'accès à des services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'énergie.

En réaction à l'annonce de l'UE, des ONG européennes ont favorablement accueilli la

proposition de la Commission, bien que certaines aient exprimé leur déception à propos du fait que les services postaux, environnementaux, de vente au détail et de transport s'ouvriront davantage à la concurrence étrangère. Un représentant de Third World Network a exigé que l'UE retire la demande faite aux pays en développement de libéraliser ces mêmes services, en notant que ces pays ont des secteurs des services beaucoup plus faibles que ceux des pays de l'UE, et qu'ils sont encore moins en position de prendre des engagements supplémentaires de libéralisation.

Pour rappel, le 4 juillet dernier, l'UE avait présenté des propositions en faveur d'une libéralisation des échanges dans le domaine des services, quatre jours après celles des Etats Unis. La proposition européenne excluait déjà l'audiovisuel, l'éducation et la santé et avait réitéré l'attachement de l'Union au respect des services publics. Les mesures présentées par les Européens visent à obtenir une réduction des restrictions et un renforcement des possibilités d'accès aux marchés dans les secteurs suivants: professions libérales, services aux entreprises, télécommunications, services postaux et messageries, distribution, construction et ingénieries, services financiers, services environnementaux, tourisme, agences de presse, et services énergétiques.

Libéralisation des services publics

Dans un communiqué de presse publié en juin dernier, le président du Conseil des services avait rejeté les critiques portées contre l'OMC, selon lesquelles l'Organisation chercherait à libéraliser les services publics. Pour lui, aussi bien la phase initiale de demandes que la phase des offres ne constitue pas une menace pour les services publics car ceux-ci sont de fait exclus du champ d'application de l'AGCS. L'ancien Directeur de l'OMC, Mike Moore avait mis l'accent sur le fait que " les gens peuvent demander et demanderont la lune " durant la phase de présentation de demandes, ce qui, toutefois, ne signifie pas " qu'ils l'obtiendront ". Ces déclarations étaient prononcées en réaction à des craintes exprimées par différentes organisations non-gouvernementales (ONG) de voir les membres les plus faibles de l'OMC être

contraints par leurs partenaires commerciaux plus puissants de privatiser et de déréglementer leurs secteurs des services publics.

L'article I.3(b) de l'AGCS énonce que " les services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental " sont exclus de la définition des " services ". Dans l'article I.3(c), ces services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental s'entendent de " tout service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services ".

ADPIC : Le Dossier De L'Accès Aux Médicaments Essentiels Toujours Dans L'Impasse

Bien que le Conseil des ADPIC devait trouver une solution rapide au problème concernant le recours de manière effective aux licences obligatoires pour les Membres de l'OMC ayant des capacités de production insuffisantes ou inexistantes avant la fin de 2002, aucun accord n'a été trouvé jusqu'à ce jour. Lors des négociations qui se sont poursuivies le 15 et 16 février derniers lors de la mini-ministérielle de Tokyo, les Membres devaient discuter d'une nouvelle proposition, portée par le président du Conseil des ADPIC l'Ambassadeur Perez Motta du Mexique, regroupant le texte de compromis du 16 décembre 2002 en même temps qu'une déclaration (statement) regroupant les points convenus entre les Membres durant les dernières réunions. Les discussions qualifiées de "franches et animées" n'ont finalement pas permis de débloquent le dossier de l'accès aux médicaments.

"Les Africains ont dit très clairement qu'il était très frustrant pour eux d'avoir ces débats techniques interminables alors qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus important, affronter la crise sanitaire en Afrique", a indiqué un fonctionnaire de l'OMC. Le Brésil aurait créé la surprise en avançant une nouvelle idée pour tenter de débloquent la situation sur l'accès des pays pauvres à des médicaments génériques, question cruciale pour parvenir à une avancée dans les négociations. Ce pays aurait

dévoilé cette initiative dans l'intention de se rapprocher des préoccupations américaines à ce sujet. Mais il n'a finalement pas pas soumis officiellement sa proposition durant le Conseil des ADPIC qui a eu lieu le 18 février à Genève.

Selon l'organisation non gouvernementale Médecins sans frontières (MSF), la déclaration (statement) du président du Conseil des ADPIC vise à restreindre l'usage des licences obligatoires pour les pays pauvres aux "urgences nationales ou autres situations d'urgence extrême". Dans une lettre ouverte adressée aux Membres de l'OMC datée du 8 février (à consulter sur le site www.accessmed-msf.org), MSF déclare que l'adoption de cette dernière proposition reviendrait purement et simplement à ruiner les progrès accomplis avec difficulté ces dernières années. Selon cette organisation, cette solution désavantagerait très nettement les pays qui n'ont pas la capacité de produire des médicaments, par rapport à ceux qui disposent localement de moyens de production. Théoriquement, les pays qui ne peuvent produire des médicaments peuvent émettre une licence obligatoire pour répondre à leurs besoins de santé publique. Mais ils ne pourraient importer des médicaments que s'ils déclarent une urgence nationale. Ces pays seraient obligés d'attendre que le problème devienne extrêmement grave - peut être même trop grave - avant de recourir à cette démarche.

Avant la conférence ministérielle de Tokyo, des sources avaient indiqué que les pays latino-américains avaient exprimé leur volonté d'accepter la proposition du président, mais que leur position allait aussi dépendre de la réaction du Groupe Africain. La position de ce dernier n'avait pas encore été décidée. Un délégué kenyan avait précisé que le Groupe Africain voulait que l'expression "urgences nationales" soit remplacée par "problèmes de santé publique" en conformité avec la Déclaration de Doha. Mais Perez Motta avait répondu que le rapport ne serait pas modifié.

La Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, adoptée à Doha en novembre 2001, a confirmé les droits dont disposent les États

membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans cet accord lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de santé publique tels le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et d'autres épidémies. Cette déclaration, qui a constitué l'un des résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, répond à la requête des pays membres africains de faire face à la situation d'urgence résultant de la pandémie du VIH/SIDA sur ce continent et ailleurs. La déclaration confirme qu'une des possibilités réservées aux États membres dans ces cas est celle des licences obligatoires, permettant, à certaines conditions, la fabrication de produits génériques malgré le fait que les produits correspondant soient encore sous brevet. Une licence obligatoire est une autorisation, par un gouvernement, qui permet à un producteur de produire un produit breveté, sans l'autorisation de l'ayant droit du brevet. Ainsi l'ayant droit perd l'exclusivité de production du produit breveté. Ceci peut mener, entre autres, à une baisse de prix. En tout état de cause, l'ayant-droit devra être rémunéré et il conserve bien sûr le droit de produire et commercialiser son produit. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une expropriation.

Les États membres se sont réunis à de nombreuses reprises en 2002 pour traiter ce problème, tant dans des séances formelles (quatre séances du Conseil des ADPIC) que dans des dizaines de séances informelles. Lors de la rencontre ministérielle informelle de Sydney de novembre 2002, cette question figurait comme point principal à l'ordre du jour. Alors qu'une solution semblait se dessiner, certaines positions se sont durcies rendant la recherche d'une solution de plus en plus difficile. La proposition de compromis du président du Conseil des ADPIC, l'ambassadeur Perez Motta, datée du 16 décembre 2002 avait rallié tous les Membres à l'exception des États-Unis en raison d'une couverture-maladies jugée trop large. Ils craignaient en effet que le paragraphe 5.c de la déclaration ministérielle permette aux grands producteurs de génériques d'étendre leurs productions de copies à des médicaments tels que le Viagra, des antiasthmatiques ou l'insuline. Les ONG ont appelé les pays en développement à rejeter l'accord, jugé trop contraignant en termes de

mesures de sauvegardes et de transparence. Malgré une tentative de l'UE de trouver un compromis acceptable par les Etats-Unis, le Conseil des ADPIC du 20 décembre n'est pas parvenu à dégager un accord.

Voir les derniers numéros de PASSERELLES pour obtenir des informations sur l'évolution des négociations à ce sujet :

· Vol III, n°6, octobre-décembre 2002,

<http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-6.pdf>

· Vol III, n°5, août-septembre 2002,

<http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-5.pdf>

· Vol III, n°4, mai-juillet 2002,

<http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-4.pdf>

(Lors du prochain Conseil des ADPIC qui aura lieu du 18 au 20 février 2003, l'ambassadeur de Singapour Vanu Gopala Menon succédera à M. Perez Motta au poste de président du Conseil.)

SUR LE FIL

Conférence Des Chefs D'État Et De Gouvernement De (l'UEMOA) : L'Union Sous-régionale Entre Renforcement Du Commerce Intra-communautaire Et Intégration Plus Poussée Au Marché Mondial.

Les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se sont réunis à Dakar le 29 janvier dernier pour examiner, entre autres sujets, l'état de l'Union, dans ses différents volets relatifs aux politiques commerciales et douanières, au marché commun, à la surveillance multilatérale, aux politiques sectorielles, à l'Union monétaire, au financement de l'Union, à la coopération, à la Communication et enfin, au fonctionnement du dispositif institutionnel.

La conférence s'est tenue dans un contexte historique particulier, marqué au plan intérieur par une grande instabilité économique et politique du fait de la crise que traverse la côte d'Ivoire, qui à elle seule représente près de 40% du PIB de l'union, et au plan extérieur par l'implication simultanée des pays de l'union dans différentes instances de négociations multilatérales. Pour ces raisons, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont affirmé dès l'ouverture de la conférence leur volonté de renforcer les bases économiques et politiques de l'Union et ont identifié les prochaines réformes à engager.

Politiques douanières et commerciales

L'harmonisation des politiques douanières et commerciales est une donnée maîtresse de la stratégie d'intégration de l'Uemoa. L'un des acquis majeurs de l'Union dans ce domaine est sans doute l'entrée en vigueur du tarif extérieur commun (TEC), le 1er janvier 2000 et son plafonnement à 22% des droits d'entrée. En plus de l'application uniforme du tarif extérieur commun par tous les pays de l'union, la libéralisation du commerce intracommunautaire, devenue effective à la même date, a aussi marqué un grand tournant dans le processus d'intégration des économies des huit pays de l'Uemoa. Cela s'est traduit par la libre circulation, en franchise totale des droits et taxes d'entrée, pour les produits de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et les produits industriels originaires agréés.

Dans le même registre, la conférence a annoncé l'entrée en vigueur prochaine des nouvelles règles d'origine des produits, en vue d'impulser le développement du tissu industriel de l'Union et d'intensifier les échanges intracommunautaires.

Ces avancées significatives cachent cependant mal la persistance d'une série d'obstacles tarifaires et non tarifaires au développement des échanges intracommunautaires et de discordances entre le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'Union et les tarifs nationaux. Le Conseil s'est donc proposé, en rapport avec la Commission, de prendre les mesures nécessaires pour la suppression de ces barrières et d'accélérer la mise en place du dispositif de surveillance commerciale.

Dans le domaine des relations commerciales entre l'Uemoa et ses partenaires extérieurs, la Conférence a renouvelé ses instructions à la Commission pour mener, en concertation avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, les négociations avec l'Union européenne, en vue de la conclusion de l'Accord de Partenariat Économique Régional (APER) prévu par les dispositions de l'Accord de Cotonou. Le champ des accords qui lient l'Union à des pays tiers est depuis un certain temps dans une phase d'élargissement. L'un des derniers en date est la conclusion avec les Etats Unis d'Amérique d'un Accord sur le Développement des relations de commerce et d'investissement. Le même type d'accord est prévu avec le Royaume du Maroc, la Tunisie et l'Égypte, et la conférence a encouragé la commission à poursuivre les concertations dans ce domaine.

De plus, en vertu des dispositions des articles 82 à 85 du Traité de l'Union, les chefs d'Etat ont donné des orientations à la Commission en vue d'une part, d'adapter les actes communautaires à la réglementation commerciale internationale et d'autre part, d'assurer la participation effective de l'Union aux négociations commerciales multilatérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC.)

Législations fiscales, finances publiques et investissements

L'harmonisation des législations fiscales et des cadres statistiques et comptables des finances publiques participe de l'objectif majeur de l'Union de bâtir un espace unique. Depuis le 08 décembre 1999, date de l'adoption du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, des pas importants ont été effectués dans ce domaine.

Toutefois, si dans le domaine fiscal et de la comptabilité publique des acquis certains ont été obtenus, l'Union accuse encore un retard dans l'adoption d'un Code communautaire des investissements et d'une législation communautaire sur la liberté de circulation des personnes, de

résidence, de prestation de service ainsi que sur le droit d'établissement.

Au titre de la Surveillance multilatérale, trois ans après l'entrée en vigueur du pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, la Conférence a évalué le fonctionnement du dispositif dudit Pacte et noté quelques acquis satisfaisants, en dépit de la faiblesse de l'impulsion politique et les lenteurs dans la mise en œuvre des réformes macro-économiques et structurelles devant soutenir la croissance économique. Les difficultés économiques et socio-politiques que traversent certains pays de l'Union ont occasionné un retard dans la mise en œuvre des critères de convergence et réduit la capacité de ces Etats à soutenir les réformes structurelles engagées dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres. Compte-tenu de ces difficultés, des réaménagements ont été apportés au Pacte qui s'articulent autour de trois principaux axes: 1) le report en décembre 2005 de l'horizon de convergence ; 2) la définition de nouvelles modalités d'évaluation des performances à l'horizon de convergence ; 3) la désignation du Conseil des Ministres en tant qu'instance compétente pour la définition des modalités de calcul des critères de convergence.

Malgré les avancées significatives réalisées dans le cadre de l'intégration, les économies de l'espace Uemoa restent encore très vulnérables aux chocs extérieurs. Parmi les solutions envisagées par les chefs pour atténuer les effets de cette vulnérabilité, il y a le renforcement du dispositif institutionnel de la surveillance multilatérale, notamment par une plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels nationaux de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, une plus grande coopération avec la communauté financière internationale et en fin la création et la préservation d'un climat socio-politique favorable aux investissements.

Union monétaire

L'UEMOA regroupe les huit pays d'Afrique de l'ouest ayant le franc CFA en partage. Au plan de la coopération monétaire, l'union a bénéficié de l'évolution favorable des agrégats, marquée notamment par un renforcement de la position extérieure des institutions monétaires et un taux de couverture de l'émission monétaire de plus de 120 %, en dépit d'une conjoncture interne et d'un environnement international peu favorable. La Banque Centrale a été invitée dans cette perspective à poursuivre la conduite d'une politique monétaire prudente, compatible avec le renforcement de la compétitivité des économies de l'Union.

Toutefois, si du côté de l'Uemoa les résultats sont relativement satisfaisants, en dépit d'un léger ralentissement de la croissance qui tombe à 2,7% contre 3,8% en 2001, à cause entre autres de la crise ivoirienne, son rapprochement avec la CEDEAO en vue de l'harmonisation de l'espace régionale et l'adoption de la monnaie unique " Eco ", initialement prévu pour 2004, semble être encore compromis.

Lors d'une réunion du Conseil de convergence pour la seconde zone monétaire de la CEDEAO tenue à Freetown (Sierra Leone) du 8 au 12 avril 2002, les membres de la Cedeao avaient choisi le terme " ECO " comme nom de la future monnaie commune Ouest africaine et adopté un calendrier de mise en œuvre. Selon ce calendrier, la création d'une seconde zone monétaire Ouest africaine (WAMZ) en parallèle avec le F CFA était prévu pour fin 2003 et avait pour objectif de faciliter l'intégration économique des pays Ouest africains non-membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Guinée, Nigeria, Ghana, Sierra Leone, Libéria) par l'adoption d'une politique monétaire et financière commune. Celle-ci devait ensuite, à l'horizon 2004, rejoindre la zone CFA pour parachever le processus de création du marché économique et monétaire de la CEDEAO.

Du fait des difficultés rencontrées par les sept pays non-membres de l'Uemoa pour respecter les

critères de convergence et mettre en œuvre une union douanière, l'adoption de l' " Eco " comme monnaie unique de la Cedeao est maintenant reportée à 2005.

D'ici là, l'Uemoa prévoit quant à elle de renforcer ses actions en faveur de l'intégration économique, du développement du marché financier régional et d'objectifs plus spécifiques tels que la promotion de l'industrie de transformation du coton fibre dans l'espace de l'UEMOA, la promotion des PME et la privatisation progressive des infrastructures économiques.

L'Uemoa a été créée en 1994 à Dakar avec comme objectif général de faire de l'intégration le moteur de l'insertion de ses membres à l'économie mondiale, ouvrant des perspectives nouvelles de développement économique et social. Elle regroupait au début 7 pays (bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Guinée Bissau, ancienne colonie portugaise s'est jointe à l'Union en 1997. L'espace de l'Union compte 72 millions d'habitants soit 30% de la population de l'Afrique de l'Ouest. Son Pib est estimé à 28 milliards d'euros et représente 33% du Pib de la sous-région. Sources : Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, Dakar, le 29 janvier 2003. Communiqué final : http://www.uemoa.int/actualite/Com_pres_CCE_01_2003.htm; AFP, 28-01-2003.

Règlement Des Différends : Les Propositions Du Groupe Africain Se Précisent Sur Certains Points

Lors de sa session extraordinaire du 24 janvier 2003, l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC a rendu publique une proposition du Groupe Africain présentée par la Mission permanente du Kenya (TN/DS/W/42).

Les négociations sur le réexamen du Mémoire d'Accord doivent aboutir à un système qui facilite et encourage clairement la participation complète

des pays africains au système de règlement des différends. Pour ce faire, il devrait être tenu compte de leurs spécificités et de bien d'autres préoccupations pour leur garantir l'attractivité du système. La proposition du Groupe africain apporte des modifications concrètes à travers des projets d'articles déjà rédigés. Il dépasse le cadre théorique des bonnes intentions. Nul doute qu'elle sera une pièce importante sur les négociations sur le MA.

Réparation du dommage né du retrait des mesures avant ou pendant les consultations

Le Groupe Africain part du constat qu'il existe une certaine injustice dans la procédure de retrait de mesures litigieuses pendant ou avant les consultations. En effet, le retrait d'une mesure en ce moment de la procédure vide le contentieux de son objet en rétablissant le statut quo ante. Or, pour les pays en développement qui ont pu subir un préjudice des mesures retirées, le dommage existe déjà. Dès lors, le groupe africain préconise la révision de l'article 3 :6 du MA dans le sens de la prise en compte du dommage causé aux pays en développement. Pour ce faire, la mesure retirée devra obligatoirement être notifiée à l'ORD avec l'exposé des motifs et des circonstances du retrait. L'objectif est de procéder à un établissement des faits qui permettrait à l'ORD, si le pays en développement ou le PMA lésé le demande, de pouvoir recommander l'octroi d'une compensation monétaire et de tout autre compensation appropriée compte tenu de la nature du dommage subi.

Renforcer les droits des Tierces Parties pour mieux garantir la participation des pays en développement et des PMA

L'un des problèmes majeurs du système de règlement des différends tient au fait que les PED et les PMA africains ont souvent des difficultés à y recourir. Les procédures sont onéreuses et exigent de réelles capacités en terme d'expertise légale. Face à cette situation, certains pays en développement contournent la difficulté en ayant recours à la procédure de l'article 10 du Mémorandum d'Accord relatif à la participation des tierces parties à un contentieux. Cet article dispose en son paragraphe 1 que " les intérêts des

parties à un différend et ceux des autres Membres dans le cadre d'un accord visé invoqué dans le différend seront pleinement pris en compte dans la procédure des groupes spéciaux ". Le paragraphe 2 élargit les droits accordés à la tierce partie en précisant que celle-ci " aura la possibilité de se faire entendre par le groupe spécial et de lui présenter des communications écrites ".

L'avantage majeur de cette procédure est de conférer à un Membre la substance des droits liés au contentieux, tout en ne faisant pas de lui une partie litigante. Pour un pays à faible expertise technique et aux ressources financières limitées, la qualité de tierce partie permet de s'abriter derrière un Membre plus nanti, pour défendre un intérêt crucial partagé.

Prise en compte spécifique des besoins de développement dans la procédure de règlement des différends

Le Groupe Africain estime qu'il faudrait amender l'article 7 du MA dans le sens de garantir expressément la façon dont il est tenu compte des besoins de développement. Les Déclarations et Décisions ministérielles qui confèrent des droits spécifiques aux pays en développement, y compris la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, devraient avoir une valeur juridique et être traitées comme si elles étaient des "accords visés" au sens de l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce. Lorsqu'un pays en développement ou un pays moins avancé Membre est partie à un différend soumis conformément au présent Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux, en consultation, le cas échéant, avec les institutions de développement compétentes, examineront l'incidence sur le développement des questions soulevées dans le différend et formuleront des constatations spécifiques à ce sujet, et ils examineront en particulier les effets défavorables que les constatations pourraient avoir sur le bien-être social et économique du pays en développement ou du pays moins avancé Membre.

Enfin, le Groupe Africain demande la mise en place d'un fonds de l'OMC pour le règlement des

différends par l'adjonction d'un article 28 au MA. Ce fonds aurait pour objectif de faciliter l'utilisation effective du présent Mémorandum d'accord par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres dans le cadre du règlement des différends relevant des accords visés. Ce fonds serait financé sur le budget ordinaire de l'OMC et éventuellement par des fonds extrabudgétaires, qui pourront venir, entre autres, des contributions volontaires des Membres.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements de l'OMC

17 - 18 février, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale
 18 - 19 février, OMC, Genève, Conseil des ADPIC
 19 - 20 février, OMC, Genève, Groupe de négociations sur l'accès aux marchés
 21 février, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session spéciale
 24 - 28 février, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale
 3 puis 6 mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale
 12 - 13 mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises, facilitation du commerce
 18 mars, OMC, Genève, atelier sur les barrières techniques au commerce

Evènements ailleurs

13 - 15 février, Copenhague, Danemark : Deuxième conférence globale : Environnement, Justice et Citoyenneté globale - Environnements, durabilité et technologies
 Pour plus d'informations : : <http://www.inter-disciplinary.net/ejgc.htm>
 14 - 16 février, Tokyo, Japon, Réunion informelle de l'OMC sur l'agriculture
 17 - 18 février, Genève, Suisse: Sustainability in the coffee sector: exploring opportunities for international coopération towards an integrated approach. Contact: Jason Potts
 Tél: (514)814-1967, Courriel: jpotts@idrc.ca
 17 - 28 février, Genève, Suisse, WSIS prepcom2, contact e mail : : info@geneva2003.org
 web : <http://www.geneva2003.org/home/annexes/>
 17 - 18 février, Genève, Suisse : Réunion du groupe de travail du PNUE sur les instruments économiques, Contact: UNEP DTIE Economics and Trade Branch, Telephone: 41-22-917-8243, Email: etb@unep.ch
 Web Site: http://www.unep.ch/etu/etp/events/Economic_Instruments/2003_17Feb.htm
 6 mars, Bruxelles, Belgique: Public hearing on the EU between Jo'Burg follow-up and Cancun politics: how to set the right framework for investment rules. Contact: Heinrich Böll Foundation EU Regional Office, Telephone: 32-2-7434112, Email: Brussels_2@boell.de
 6 - 7 mars, Copenhague, Danemark: Atelier international sur les outils et les méthodes pour un voisinage durable. Contact: Celia Robbins, Telephone: 44-117-344-3215, Email: celia.robbins@uwe.ac.uk, Web Site: <http://hqe2r.cstb.fr>
 10 - 21 mars, Nairobi, Kenya: Workshop on Monitoring for Effectiveness in Community-Based Water Supply and Sanitation. Telephone: 254-2-890-555/6/7, Fax: 254-2-890-553/4
 Email: netwas@nbnet.co.ke, Web Site: <http://www.irc.nl/products/training/event.php?id=11>
 16 - 23 mars: Kyoto, Japon, Forum du Tiers monde sur l'Eau. Contact: Forum Secretariat
 Telephone: 81-3-5212-1645, Email: office@water-

forum3.com

Web Site: <http://www.worldwaterforum.org>

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

ENDA Tiers Monde, ICTSD, Solagral,
**COMMERCE, DEVELOPPEMENT
DURABLE ET PROPRIETE
INTELLECTUELLE VUS D'AFRIQUE.**

Documents présentés au dialogue régional de Dakar, 30 & 31 juillet 2002.

Cet ouvrage de référence (260 pages) rassemble une collection unique d'analyse et de points de vue sur la question brûlante des droits de propriété intellectuelle (DPI). Il s'efforce de contribuer à la recherche d'un équilibre entre les intérêts privés des innovateurs et investisseurs à qui les DPI confèrent un droit de monopole limité et ceux de la société au sens large, en donnant la parole à un continent particulièrement concerné par l'avenir des DPI, que ce soit en matière de sécurité alimentaire, de santé publique ou d'éducation : l'Afrique. Ici, les auteurs sont fonctionnaires gouvernementaux, négociateurs à l'OMC, universitaires ou acteurs de la société civile. Ils apportent tous une perspective qui leur est propre et qui reflète la diversité et la richesse du débat en Afrique de l'Ouest et du Centre. Pourtant, le souci de diffuser largement ces analyses et opinions, va au-delà d'une contribution purement académique. Il répond à la nécessité de créer au plus vite, en Afrique, une masse critique d'acteurs suffisamment bien informés pour définir leurs propres intérêts en matière de DPI et de développement durable et de

les défendre tant au niveau régional qu'international. Vous pouvez le télécharger à l'adresse :
http://www.ictsd.org/pubs/ictsd_series/iprs/dakar/dakar.htm

FAO: ÉTAT DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE 2002 (L). L'insécurité alimentaire: la faim au quotidien et la crainte permanente de la famine.

La persistance du problème généralisé de la faim dans un monde d'abondance a un effet dévastateur sur la vie humaine, sur les économies nationales et sur les perspectives mondiales de développement durable. Les articles publiés dans cette quatrième édition de "L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde" mettent en lumière le lien funeste entre la faim et la mortalité, les effets catastrophiques de la faim sur la productivité des ménages et la prospérité des pays, et le lien stratégique entre la lutte contre la faim et la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire
<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES SUR L'AGRICULTURE. Manuel de référence - CD ROM. 2002

Ce CD-ROM contient la publication "Les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture - Manuel de référence" (ISBN 92-5-204439-6). Ce manuel constitue un document de référence pour aider les fonctionnaires de gouvernement à veiller à l'application des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) définis pour les secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts, ainsi que toute personne impliquée dans des négociations futures dans ces secteurs.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

MADELEY J, LE COMMERCE DE LA FAIM: La sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre-échange, Ed. de l'Atelier, 2002, 264 p, collection "Enjeux Planète".

Les négociations de l'OMC sur le commerce international sont, depuis quelques années, l'objet de l'attention d'une opinion publique qui entend de

plus en plus avoir voix au chapitre dans les débats entre Etats. L'agriculture est l'un des dossiers brûlants de ces rencontres. Le commerce de la faim démontre comment des instances internationales comme l'OMC ont subordonné un besoin essentiel de l'humanité -se nourrir- aux froides règles du libre-échange. Afin de se procurer des devises, les pays pauvres sont sommés d'orienter leurs productions agricoles vers l'exportation à destination des pays riches. Avec ces devises, les pays du sud se procurent de quoi nourrir leur population. Si le libre-échange a profité à beaucoup d'acteurs économiques, il a laissé sur la touche 800 millions d'êtres humains qui souffrent de malnutrition ou de famine.

OXFAM : POUR UN COMMERCE EQUITABLE, bulletin de la campagne de l'Afrique de l'ouest, n°2, janvier 2003.

Le thème principal de ce numéro est la crise des marchés des matières premières en Afrique de l'Ouest. Celles-ci représentent plus de 70% de toutes les marchandises exportées, de nombreux pays dépendent de quelques produits agricoles (tels que le café, le cacao, l'arachide, le coton et l'huile de palme.). Sont examinés dans ce numéro, entre autres, le cas des cotonculteurs Ouest africains qui, entre 2001 et 2002, ont essuyé des pertes allant jusqu'à 191 millions de dollars, ainsi que la situation des cultivateurs de café qui subissent les effets de la chute vertigineuse des cours mondiaux. Pour plus d'informations, contacter : Mouhamet Lamine Ndiaye, mndiaye@oxfam.org.sn, ou visiter : www.maketrade4fair.com

PASSET, R avec la collaboration de LIBERMAN J: **MONDIALISATION FINANCIERE ET TERRORISME** : la donne a-t-elle changé depuis le 11 septembre ? Ed. de l'Atelier, 2002, 176 p, collection "Enjeux Planète"

Le décryptage du nouveau terrorisme qui, pour la première fois, a frappé de plein fouet les USA, montre qu'il est inséparable de la mutation du monde et de l'instauration d'un type de pouvoir global plus inhumain que jamais. En effet, la politique économique néo-libérale planétaire

menée par la sphère financière a complètement perverti les promesses humaines de la mondialisation. La misère, l'exclusion de masse et l'humiliation sont la contrepartie de la marchandisation accélérée d'une part croissante des activités humaines. Le fanatisme kamikaze, issu de populations en perdition, ne saurait se dissocier de la financiarisation du monde, de son information en réseaux et de son financement par un "argent sale" intégré au système. Renonçant à prendre en compte ce diagnostic, le leadership néo-libéral, en premier chef les Etats-Unis, se refuse toujours à prendre les mesures connues qui assécheraient le terrain de la barbarie hyper terroriste.

BRAC DE LA PERRIERE, R - SEURET F : GRAINES SUSPECTES : Les aliments transgéniques : une menace pour les moins nantis ? Ed. de l'Atelier, 2002, 176 p, collection "Enjeux Planète"

Quels sont pour les communautés paysannes des pays du Sud, les intérêts du développement de variétés végétales génétiquement modifiées ? Pour les auteurs, la réponse est évidente : il n'y en a pas. La commercialisation des OGM remet même en cause les principes fondamentaux du développement durable de ces communautés. La culture des OGM n'a pas été conçue pour les contextes agraires des pays du Sud, elle leur est inadaptée. La taille réduite des parcelles, leur proximité, leur diversité, le manque d'accès à l'information des paysans sont autant de facteurs aggravant les risques sanitaires et environnementaux. Présenté comme une "Révolution verte bis", ce modèle de développement appliqué depuis quarante ans a pourtant montré ses limites pour le développement durable des pays du Sud et leur souveraineté alimentaire

SOLAGRAL: AIDE ALIMENTAIRE : DE LA DISTRIBUTION A LA PARTICIPATION, dossier pédagogique, septembre 2002.

Depuis le milieu des années 1990, de nombreuses structures d'aide alimentaire (associations et organismes publics décentralisés) innovent dans leurs pratiques et leur mode de fonctionnement. Le développement des distributions alimentaires qui a

marqué les années 1980 pour répondre à l'augmentation de la demande, a en effet trouvé ses limites face à la diversification des publics, de leurs situations, leurs attentes, et face au phénomène structurel et complexe de la précarité et de l'exclusion

http://www.solagral.org/publications/pedago/aide_alim_2002/intro.htm

SOLAGRAL: COTONOU, OMC : ENJEUX AGRICOLES POUR LES PAYS ACP, document pédagogique, novembre 2002.

Depuis janvier 2000, les pays ACP sont engagés dans de nouvelles négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces négociations étaient prévues par l'Accord de l'OMC signé à Marrakech en 1994. Parallèlement, les pays ACP sont également engagés avec l'Union européenne dans des négociations d'une importance cruciale pour leur avenir. Prévues par l'Accord de Cotonou signé en juin 2000, ces négociations, débutées en septembre 2002, prévoient une refonte complète des relations commerciales entre l'UE et les pays ACP avec la mise en place d'accords de libre-échange (ou accords de partenariat économique, APE) entre l'UE d'une part et les pays ACP regroupés en blocs régionaux d'autre part. L'enjeu principal pour les pays ACP est l'introduction de la réciprocité et la différenciation faite pour la première fois entre les pays ACP (PMA/non PMA, blocs régionaux/pays isolés).

En anglais

IPC RECOMMENDATIONS FOR THE AGRICULTURAL MODALITIES FOR THE DOHA ROUND. The International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC), 21 January 2003. The IPC has been developing recommendations on continuing trade liberalisation in the Doha Round. The IPC's recommendations on domestic support, export competition, market access and developing country concerns were discussed at the 29th IPC Plenary Meeting in Ottawa, Canada in May of 2002 and the 30th IPC Plenary Meeting in London, England in November,

2002. To access the recommendations, visit: <http://www.agritrade.org/Doha/Modalities.htm>.

THE GLOBAL ACCOUNTABILITY REPORT: POWER WITHOUT ACCOUNTABILITY?

By Hetty Kovach, Caroline Neligan, and Simon Burall. One World Trust (2003). This report compares the degree to which eighteen non-governmental organisations (NGOs), inter-governmental organisations (IGOs), and transnational corporations (TNCs) can be held accountable to their stakeholders (both internal and external). Rankings are based on access to information and member control of governance, with NGOs tending to fare the best with regard to membership control, but not so well with regard to access to information. To access the report, visit: <http://www.oneworldtrust.org/Ch99/htmlGAP/report/report.htm>.

TRADE AND LABOR STANDARDS: A STRATEGY FOR DEVELOPING COUNTRIES.

By Sandra Polaski. Carnegie Endowment (2003). The author argues that current changes in trade relationships provide an important opportunity for developing countries to advance poverty alleviation, better working conditions, and create a more equitable income distribution through linking trade with domestic policies. To view the paper, visit: http://www.ceip.org/files/publications/publications_main.asp.

CLIMATE CHANGE AND CONFLICT. The German Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety, November, 2002. This brochure reviews the results of a 10 June 2002 UN climate change meeting and analyses current knowledge regarding links between climate change and conflict. Crisis management as well as crisis and conflict prevention are given special priority as they lend strength to the argument for a precautionary climate protection policy. The full report is available at: http://www.bmu.de/english/download/b_climges.php.

FARM HOUSEHOLD INCOMES IN OECD COUNTRIES. OECD, January, 2003. This report claims that much of the government support to agriculture does not benefit the farmers who need it most and that such support distorts trade and production. It also shows that most support aids larger farms and that small farm households are being supported to a large degree by non-agricultural revenues. To obtain a copy of the report, contact: Nicole Le Vourch, tel: +33 1 45 24 80 88; email: nicole.levourch@oecd.org.

MULTILATERAL VS. BILATERAL INVESTMENT NEGOTIATIONS - WHERE CAN DEVELOPING COUNTRIES MAKE THEMSELVES HEARD? By Hilda Fridh and Olivia Jensen. CUTS Centre for International Trade, Economics & Environment, 2002. This briefing paper, produced under CUTS ongoing project "Investment for Development", analyses the attitude of developing countries on multilateral and bilateral levels, and it examines the potential benefit of a multilateral instrument. To access the paper, visit: <http://www.cuts.org/9-2002.pdf>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse